

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**ASSOCIATION LES PEP 71**

18 rue Colonel Denfert  
71100 CHALON SUR SAONE

**N° SIREN : 309 305 472**

**ASSOCIATION LES PEP 71**

18 rue Colonel Denfert  
71100 CHALON SUR SAONE

**N° SIREN : 309 305 472**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos le 31 décembre 2024*

**A l'assemblée générale de l'association LES PEP 71**

**1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LES PEP 71 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**2. Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'association Les PEP 71 comptabilise dans ses comptes des provisions pour risques et charges de différentes natures.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre association sur la base d'éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des modalités retenues ainsi que des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### ***Informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association.

### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

## **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dijon,

Le Commissaire aux comptes,

**SAS Endrix COUREAU**  
**Adrien REGIS**

Signé par Adrien Regis  
Le 10/06/2025

ID: tx\_wEK2ZIVdrV9o





[www.facebook.com/LESPEP71](http://www.facebook.com/LESPEP71)

[http://](http://www.pep71.org)

[www.pep71.org](http://www.pep71.org)

# ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

## 2024

18 rue Colonel Denfert - 71100 Chalon-Sur-Saone

Tel : 03.85.45.95.00

Email : [siege@pep71.org](mailto:siege@pep71.org)

**UNE ASSOCIATION  
ENGAGÉE  
ET RESPONSABLE**

18 rue Colonel Denfert - 71100 Chalon-Sur-Saône  
03.85.45.95.00 - [siege@pep71.org](mailto:siege@pep71.org)

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - I
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2023 - 12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	2 057	2 057		
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	1 116 899	249 427	867 472	874 414
Constructions	27 492 614	14 320 840	13 171 774	11 830 966
Installations techniques, matériels et outillage	1 156 406	1 008 793	147 612	168 686
Autres immobilisations corporelles	6 265 010	3 938 108	2 326 902	2 324 149
Immobilisations corporelles en cours	726 444		726 444	147 634
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	30 045		30 045	30 045
Autres titres immobilisés	4 956		4 956	4 865
Autres immobilisations financières	49 708		49 708	46 385
<b>ACTIF IMMOBILISE - Total I</b>	<b>36 844 139</b>	<b>19 519 225</b>	<b>17 324 914</b>	<b>15 427 145</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	13 567		13 567	10 366
Avances et acomptes	24 705		24 705	22 086
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 825 055	4 065	1 820 990	2 656 987
Autres créances	354 965		354 965	299 540
Disponibilités	14 879 491		14 879 491	14 154 792
Charges constatées d'avance	45 602		45 602	39 207
<b>ACTIF CIRCULANT - Total II</b>	<b>17 143 385</b>	<b>4 065</b>	<b>17 139 320</b>	<b>17 182 978</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>53 987 524</b>	<b>19 523 290</b>	<b>34 464 234</b>	<b>32 610 123</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice N 01/2024 - 12/2024</b>	<b>Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023</b>
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	361 025	361 025
Fonds propres statutaires	383 277	383 277
Fonds propres complémentaires		
Réserves	15 398	15 398
Reserves statutaires ou contractuelles	6 543 182	6 292 503
Réserves pour projet de l'entité	6 543 182	6 292 503
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	800 263	451 522
Report à nouveau	953 829	804 717
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	773 895	775 028
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	881 264	620 293
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	(432 586)	(439 301)
<i>dont dépenses refusées ou opposables aux financeurs</i>	(1 376 139)	(1 277 289)
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	348 194	494 892
Excédent ou déficit de l'exercice	8 451 339	7 998 616
<b>Situation nette (sous total)</b>	2 421 691	2 737 364
Subventions d'investissement	1 151 937	1 046 051
Provisions réglementées	12 024 967	11 782 032
<b>FONDS ASSOCIATIFS - Total I</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>	8 957 542	7 775 918
Fonds dédiés	8 957 542	7 775 918
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>	620 367	501 910
Provisions pour risques	2 304 104	2 541 590
Provisions pour charges	2 924 470	3 043 500
<b>PROVISIONS - Total III</b>		
<b>DETTES</b>	6 655 401	5 886 069
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	47 761	40 545
Emprunts et dettes financières diverses	824 243	763 300
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 719 001	2 655 434
Dettes fiscales et sociales	16 512	90
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	34 843	467 090
Autres dettes	259 495	196 145
Produits constatés d'avance	10 557 255	10 008 673
<b>DETTES - Total IV</b>	34 464 234	32 610 123
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		

Compte de résultat	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services	518 176	399 572
Ventes de biens	1 790 006	1 517 974
Ventes de prestation de service		
<b>Produits de tiers financeurs</b>	27 310 098	25 623 841
Concours publics et subventions d'exploitation	24 870 676	23 199 154
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>		
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public	15 210	19 462
<i>Dons manuels</i>		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	762 227	444 727
Utilisations des fonds dédiés	1 004 847	1 115 035
Autres produits	1 328 508	1 254 910
<b>TOTAL I</b>	<b>32 729 071</b>	<b>30 375 521</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Variation de stock	-3 201	-2 962
Achats de matières premières et autres approvisionnements	192 115	167 331
Autres achats et charges externes	5 331 331	4 643 166
Aides financières	236 615	294 701
Impôts, taxes et versements assimilés	1 721 932	1 563 670
Salaires et traitements	15 056 431	13 537 911
Charges sociales	5 767 644	5 443 255
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 286 836	2 282 560
Report en fonds dédiés	2 166 470	2 152 696
Autres Charges	8 103	98 309
<b>TOTAL II</b>	<b>32 764 277</b>	<b>30 180 637</b>
	<b>-35 206</b>	<b>194 884</b>
<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	279 591	173 221
Autres intérêts et produits assimilés	279 591	173 221
<b>TOTAL III</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	157 925	153 326
Intérêts et charges assimilées	157 925	153 326
<b>TOTAL IV</b>		
<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	121 666	19 895
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	86 460	214 779
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	8 188	601
Sur opérations de gestion	386 640	483 099
Sur opérations en capital	7 935	13 171
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>402 763</b>	<b>496 870</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	40 976	27 519
Sur opérations de gestion	16 993	19 386
Sur opérations en capital	48 300	139 582
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>106 269</b>	<b>186 487</b>
<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	296 494	310 383
	34 759	30 272
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	33 411 425	31 045 612
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	33 063 230	30 550 722
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	348 194	494 892
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		

## Table des matières

1	<u>Objet social</u>	6
2	<u>Présentation de l'organisation des dispositifs PEP71</u>	7
3	<u>Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture</u>	8
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	8
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	9
4	<u>Principes et méthodes comptables</u>	10
4.1	Principes généraux	10
4.2	Changement de méthode comptable	10
5	<u>Informations relatives aux postes du bilan</u>	11
5.1	Actif immobilisé	11
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	12
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	13
5.1.3	Coût d'emprunt	13
5.1.4	Stocks et en cours	14
5.1.5	Créances	14
5.1.6	Produits à recevoir	14
5.1.7	Charges constatées d'avance	14
5.2	Fonds propres	15
5.2.1	Tableau de variation des Fonds propres	15
	Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.	15
5.2.2	Subventions d'investissement	16
5.2.3	Provisions réglementées	16
5.2.4	Fonds dédiés :	17
5.2.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	18
5.3	Dettes	19
5.3.1	Emprunts et autres dettes assimilés	19
5.3.2	État des échéances des créances et des dettes	19
5.3.3	Produits constatés d'avance	20
6	<u>Informations relatives au Compte de résultat</u>	21
6.1	Résultats par activité ou établissement, passage du résultat comptable au résultat administratif	21
6.2	Produits du compte de résultat	23
6.2.1	Cotisations sans contrepartie	23
6.2.2	Produits de tiers financeurs	23
6.3	Charges du compte de résultat	25
6.3.1	Aides financières	25

6.3.2	Honoraires des commissaires aux comptes	25
7	<u>Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants</u>	26
8	<u>Informations relatives à l'effectif</u>	27
8.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés :	27
8.2	Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) :	27

## Objet social

### **Ce que nous sommes :**

L'association départementale "Les PEP71" a été créée en mars 1916 pour apporter une aide matérielle et morale aux orphelins et victimes de la 1ère guerre mondiale.

Plus de cent ans après, nous continuons d'agir en faveur des personnes vulnérables, jeunes et adultes, victimes de pauvreté, de violences, d'exclusion sociale, de maladie et/ou de handicap, pour le droit et l'accès de tous à l'éducation, à la santé, au travail, au logement et à la vie sociale. Nos actions sont guidées par les valeurs et principes de laïcité, de liberté, d'égalité, de fraternité, de citoyenneté et de paix. Nous assumons avec fierté les valeurs du service public dans la gestion de nos activités. Dans un esprit humaniste, nous militons pour une solidarité active rejetant toute forme de ségrégation selon l'âge, la culture, les croyances, les idées ou les origines, pour faire reculer les injustices sociales. Nous visons la construction d'une société inclusive, sans privilèges, qui s'adapte aux différentes personnes, quelles que soient leurs situations et qui assure à chacun d'eux la possibilité de se réaliser, en garantissant leur autonomie, leur droit à l'autodétermination et le respect de leurs choix.

### **Ce qui nous anime :**

- Prévenir les inégalités sociales et/ou de destin par la solidarité, par l'éducation, ou la formation.
- Accompagner les personnes en situation de handicap, de dépendance ou relevant de mesures de protection sociale et leur famille afin qu'elles puissent exercer pleinement leur autonomie.
- Agir pour leur émancipation afin de créer une société plus juste dans laquelle chacun trouve sa place de citoyen à part entière.
- Favoriser et accompagner la meilleure inclusion possible dans la société, au plus près du droit commun.
- Veiller au respect de l'égalité Femmes-Hommes et lutter contre tout type de discrimination.
- Garantir la protection des données personnelles et la confidentialité des informations.

### **Ce qui nous guide :**

Face au dérèglement climatique, aux enjeux sociétaux et environnementaux présents et à venir, Les PEP71 font le choix d'inscrire leur action dans le cadre du développement durable, par un engagement dans la Responsabilité Sociétale des Organisations ou RSO.

Cette reconnaissance devra être complétée par l'obtention de l'agrément ESUS, Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale, affirmant notre engagement dans l'Economie Sociale et Solidaire.

## Présentation de l'organisation des dispositifs PEP71

Pôles dédiés à l'accompagnement des mineurs :

Pôle Intervention Précoce	Pôle Soutien à la Parentalité	Pôle Inclusion scolaire	Pôle Dispositif Autisme	Pôle Protection de l'Enfance
Pascal LEGOUX	Murielle SZKUDELSKI	Michella DEMORTIERE	Frederique GALLAND	Salvatore GONZALEZ
<b>CAMSP</b> Chalon sur Saône Charnay les Mâcon Montceau les Mines Le Creusot Autun	<b>CMPP</b> Chalon sur Saône	<b>SESSAD</b> Saint Rémy Louhans	<b>IME</b> Saint Rémy	<b>MECS</b> Hébergement DAA RF PAD
<b>PCO</b> Charnay les Mâcon Paray le Monial	<b>SSP</b> ER VPT Chalon sur Saône	<b>SESSAD DA</b> Chalon sur Saône	<b>Dispositif de répit</b> Saint Rémy	Vaudebarrier
<b>PCPE</b> Louhans Paray le Monial Chalon sur Saône		<b>EMAPT</b> Louhans Chalon sur Saône	<b>Villa Orbize</b> Bey	
<b>EDAP</b> Charnay les Mâcon		<b>PAS</b> Louhans	<b>SESSAD TSA</b> Virey le Grand Branges	
			<b>UEMA</b> Chalon sur Saône Branges	
			<b>UEEA</b> Saint Rémy	
			<b>EMAPT</b> Louhans Chalon sur Saône	
			<b>GEM</b> Tournus	

Pôles dédiés à l'accompagnement des adultes :

Pôle Hébergement	Pôle Inclusion Sociale	Pôle Insertion par le Travail	Pôle Coordination Thérapeutique	Pôle Violences Intrafamiliales
Salvatore GONZALEZ	Catherine BISSETTE	Aurelle COMTET	Michella DEMORTIERE	Murielle SZKUDELSKI
<b>Foyer de Vie</b> Bonnay	<b>SAVS</b> Chalon sur Saône Mâcon Paray le Monial	<b>ESAT</b> Chatenoy le Royal Transition Virey le Grand	<b>ACT</b> Saint Rémy	<b>CHRS</b> Chalon sur Saône
<b>FAM</b> Bonnay	<b>AJ</b> Chalon sur Saône Mâcon Paray le Monial	<b>Emploi Accompagné</b> Chatenoy le Royal	<b>ACT Hors les murs</b> Chalonnais Louhannais	<b>AJ</b> Chalon sur Saône
<b>IML</b> Chalon sur Saône Mâcon		<b>SIAE</b> Chatenoy le Royal		<b>LEAO</b> Chalon sur Saône Louhans
<b>HI</b> Chalon sur Saône	<b>SAMSAH</b> Chalon sur Saône Mâcon	<b>PAS</b> Chatenoy le Royal		<b>ISCG - ISG</b> Mâcon Charolles
<b>RAS</b> Saint Rémy Mâcon Montceau les Mines	<b>PCPE</b> Montceau les Mines Branges			<b>IML</b> Chalon sur Saône Mâcon
	<b>GEM</b> Montceau les Mines Paray le Monial Saint Marcel Mâcon			<b>HU</b> Chalon sur Saône Mâcon
				<b>ALT</b> Mâcon

### 3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

#### 3.1 *Faits caractéristiques de l'exercice*

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

##### **→ Déploiement de mesures nouvelles dans le cadre des 50 000 mesures**

Dans le cadre de la stratégie nationale visant à créer 50 000 nouvelles solutions pour accompagner les choix de vie des enfants et adultes en situation de handicap, l'association PEP71 a proposé aux financeurs actions, dont certaines ont été déployées dès 2024. Les nouvelles mesures sont les suivantes :

- Déploiement du répit au sein du pôle autisme
- Création d'une antenne SAMSAH sur le Parodien
- Extension du pôle de compétences et de prestations externalisées dans le champ du handicap psychique
- Création d'une antenne CMPP sur le Mâconnais

##### **→ PDIP**

Le Pôle Départemental d'Insertion Professionnelle (PDIP71) soutient le parcours des bénéficiaires vers le milieu ordinaire de travail et met en place les actions nécessaires pour sécuriser le maintien en emploi. Ces prestations sont dispensées envers les adultes des ESAT du département 71, ou aux jeunes de plus de 16 ans suivis par des dispositifs du secteur enfance, visant leur insertion professionnelle dans des entreprises de droit commun, par mises en situation de stage, formation qualifiante ou CDD voire CDI.

Auparavant piloté par un groupement de coopération sociale et médico-sociale porté par trois associations, le PDIP est devenu un dispositif PEP71 depuis le 1er janvier 2024, à la suite d'un apport partiel d'actif.

##### **→ Ouverture d'un Dispositif d'AutoRégulation (DAR)**

Le DAR s'adresse à des élèves porteurs d'un TND scolarisés dans le collège de la cité scolaire de Louhans. Cet objectif se réalise à travers le concept central "d'autorégulation", qui consiste en la capacité de tout individu à maîtriser ses pensées, ses émotions et ses comportements.

##### **→ Financements complémentaires pour l'ouverture d'une Plateforme de Coordination et d'Orientation (PCO) 7-12**

La PCO a pour mission d'organiser le réseau des acteurs par territoire ; sensibiliser les acteurs de première ligne au repérage des signes d'alerte ; contractualiser avec les professionnels en cabinet libéral non conventionnés ; former les acteurs de deuxième niveau ; organiser le

parcours des enfants repérés, en fonction de leurs besoins, avec des bilans, des interventions précoces, un diagnostic et une orientation.

Depuis juin 2019, le CAMSP PEP71, en partenariat avec le EPSM de Sevrey, est le support de la **Plateforme de Coordination et d'Orientation (PCO)**, elle est implantée à Charnay-Lès-Mâcon pour des enfants porteurs de troubles du neurodéveloppement. Elle a pour missions de : Sensibiliser les acteurs de première ligne (médecins libéraux, scolaires et de PMI, les professionnels de la petite enfance et de l'éducation nationale) au repérage des signes d'alerte. En janvier 2024, une **antenne spécifique de la PCO** a ouvert à Paray-Le-Monial.

#### → DASM

Le DASM permet le soutien des parcours des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA), identifiés comme potentiellement porteurs de troubles psychique, vers l'emploi et/ou en formation. Il permet d'identifier et lever les freins liés à la santé mentale. Le DASM propose aussi un appui technique aux professionnels référents des BRAS dans le domaine du handicap psychique.

#### → Fermeture de service PEP71

Le départ de la professionnelle œuvrant au sein du dispositif de Garde d'Enfant Retour à l'Emploi (GERE), couplé au souhait de la collectivité locale de reprendre la gestion de ce type de services, ont mené l'association à acter de la fermeture du service au printemps 2024.

#### → Acquisition de nouveaux locaux

Sur l'exercice 2024, de nouveaux sites ont été acquis afin d'accueillir des services PEP71 :

- Des locaux accueillant la Plateforme de Coordination et d'Orientation du pôle intervention précoce, et l'Accueil de jour du pôle inclusions sociale, situés à Paray le Monial, pour un montant de 718 k€
- Des locaux à destination de la PCO située à Mâcon, pour un montant de 238 K€

#### → Constructions et rénovations immobilières

- Les locaux du SESSAD TSA ont bénéficié d'une extension afin d'accueillir les professionnels. Le montant des travaux s'est élevé à 397 K€.
- Des espaces ont été aménagés au sein de la Maison d'enfants à caractère social afin d'accueillir le dispositif d'accompagnement spécifique (DAS), pour un montant de 235 K€.

### 3.2 *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture*

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## 4 Principes et méthodes comptables

### 4.1 **Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect propre de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle
- Comparabilité et continuité d'exploitation
- Régularité et sincérité
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

En application de l'instruction DGAS/SD5B/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services de l'Association, les comptes 2023 intègrent l'application des normes relatives aux amortissements par composants des immobilisations.

L'application du calcul des amortissements différés a permis de constater des reprises pour un montant de 81 378.49 €. Ce produit supplémentaire, non pris en compte dans les budgets des établissements et services, fera l'objet d'une affectation au compte 115921 « report à nouveau hors gestion contrôlée » au cours de l'exercice suivant.

La variation de la provision pour congés à payer a été comptabilisée en charges ou en produits dans les établissements et services pour un montant de -62 403.71 €.

Cette charge ou produit supplémentaire, non pris en compte dans les budgets des établissements et services, fera l'objet d'une affectation au compte 115922 au cours de l'exercice suivant.

### 4.2 **Changement de méthode comptable**

Néant

## 5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### 5.1 *Actif immobilisé*

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements

Mode d'amortissement = linéaire.

Rubriques		durée des amortissements en années
Constructions = amortissements par composants	Gros œuvre	30
	Façades étanchéité	20
	Installations générales et techniques	15
	Agencements	10
Matériel de transport		5
Matériel informatique et de télécommunication		entre 3 et 5 ans
Mobilier		10
Chaudières		7

### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Immobilisations 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations 31 Décembre 2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 057</b>			<b>2 057</b>
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	2 057			2 057
Fonds commercial				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 057</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 057</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>33 370 021</b>	<b>6 340 890</b>	<b>2 953 539</b>	<b>36 757 372</b>
Terrains	811 448			811 448
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	305 451			305 451
Constructions	25 118 569	2 375 963	1 918	27 492 614
Installations, matériel et outillage techniques	1 158 242	33 820	35 656	1 156 406
Autres immobilisations corporelles	5 828 677	766 882	330 549	6 265 010
Immobilisations corporelles en cours	147 634	3 164 224	2 585 415	726 444
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>33 370 021</b>	<b>6 340 890</b>	<b>2 953 539</b>	<b>36 757 372</b>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>81 295</b>	<b>13 652</b>	<b>10 238</b>	<b>84 709</b>
Participations	30 045			30 045
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	4 865	92		4 956
Prêts				
Autres immobilisations financières	46 385	13 560	10 238	49 708
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>81 295</b>	<b>13 652</b>	<b>10 238</b>	<b>84 709</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATION</b>	<b>33 453 373</b>	<b>6 354 542</b>	<b>2 963 777</b>	<b>36 844 138</b>

### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024
----------------	-----------------------------------------------	-------------------	---------------------	-----------------------------------------------

<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles</b>	<b>2 057</b>			<b>2 057</b>
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	2 057			2 057
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. incorporelles</b>	<b>2 057</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 057</b>

<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles</b>	<b>18 024 172</b>	<b>1 934 832</b>	<b>441 835</b>	<b>19 517 169</b>
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	242 485	7 605	664	249 427
Constructions sur sol propre	13 271 857	1 115 871	82 633	14 305 094
Constructions sur sol d'autrui	15 746			15 746
Installations, matériel et outillage techniques	989 556	54 894	35 656	1 008 793
Autres immobilisations corporelles	3 504 528	756 462	322 882	3 938 109
Immobilisations corporelles en cours				
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. corporelles</b>	<b>18 024 172</b>	<b>1 934 832</b>	<b>441 835</b>	<b>19 517 169</b>

<b>Dépréciations des immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL dépréciations des immobilisations financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>18 026 229</b>	<b>1 934 832</b>	<b>441 835</b>	<b>19 519 226</b>
----------------------------------------------	-------------------	------------------	----------------	-------------------

### 5.1.3 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

#### 5.1.4 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée à partir de la valeur d'achat. Cette valorisation concerne les ateliers cuisine et horticulture de l'Esat de production.

#### 5.1.5 Créances

Rubriques	Montant Net	A 1 an au plus	A plus 1 an
Actif immobilisé	84 709 €		84 709 €
Actif circulant	2 175 955 €	2 175 955 €	- €
Charges constatées d'avance	45 602 €	45 602 €	- €

#### 5.1.6 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances usagers et comptes rattachés	10 859 €
Autres créances	156 947 €
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	147 365 €
<b>TOTAL</b>	<b>315 171 €</b>

#### 5.1.7 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	45 602 €
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>45 602 €</b>

## 5.2 Fonds propres

### 5.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture de l'exercice	
	Montant		Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	
Fonds propres sans droit de reprise	744 301								744 301	
Fonds propres avec droit de reprise	-								-	
Ecart de réévaluation	-								-	
Réserves	6 307 902				250 679				6 558 581	
Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	6 307 902								6 307 902	
Report à nouveau	451 521				348 741				800 262	
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 1 096 297				111 769				- 1 208 066	
Excédent ou déficit de l'exercice	494 892	-	494 892		348 194				348 194	
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	382 651	-	382 651		379 861				379 861	
Fonds propres de la totalité des Fondations abritées	-								-	
<b>Situation nette</b>	<b>7 998 616</b>	<b>-</b>	<b>494 892</b>	<b>-</b>	<b>947 614</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 451 338</b>	
Fonds propres consommables	-								-	
Subventions d'investissement	2 737 364				5 238		320 910		2 421 692	
Provisions réglementées	1 046 051				115 500		9 614		1 151 937	
<b>TOTAL</b>	<b>11 782 031</b>	<b>-</b>	<b>494 892</b>	<b>-</b>	<b>1 068 352</b>	<b>-</b>	<b>330 524</b>	<b>-</b>	<b>12 024 967</b>	

### 5.2.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

**TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	5 622 019	573		5 622 592
Quotes-parts virées au résultat	2 884 655	321 483	5 237	3 200 901
<b>SOLDE net en Fonds propres</b>	<b>2 737 364</b>	<b>- 320 910</b>	<b>- 5 237</b>	<b>2 421 691</b>

### 5.2.3 Provisions réglementées

Le tableau de variations des provisions réglementées et pour risques et charges est indiqué en page 18.

Sont comptabilisés en amortissement dérogatoire, provisions réglementées, par notre entité gestionnaire la différence entre l'amortissement pratiquée dans le compte administratif des ESSMS gérées et l'amortissement courant comptabilisé en moins de l'actif par notre entité (Article 121-1).

(Article 131-3) Notre entité gestionnaire comptabilise (dotations) les provisions réglementées suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

- Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS
- Provisions pour produits financiers des ESSMS (placements possibles de trésorerie ESSMS sans risque de dépréciation), dotation en contrepartie des produits financiers.

La provision pour investissements donne désormais lieu à la comptabilisation dans un fond dédié en vertu de l'article 132-1 du règlement 2019-04.

#### 5.2.4 Fonds dédiés :

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

— Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;

— Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

OBJETS	Fonds dédiés au début de l'exercice	Augmentati on	UTILISATIONS			A LA CLOTURE	
			Diminution	Dont rembourseme nt	Transfert s	Montant global	Dont FD correspondant à des projets sans dépenses au
GESTION PROPRE PREMIERS DEPARTS	3 108 €		3 108 €			- €	
GESTION PROPRE CAISSE SOLIDARITE	31 500 €		23 493 €			8 007 €	
MECS AMELIORATION CADRE DE VIE ENFANTS	61 096 €					61 096 €	
PROJETS IMMOBILIERS	1 911 641 €	671 221 €				2 582 862 €	
PROJETS SPECIFIQUES	839 500 €					839 500 €	
REPONSE ACCOMPAGNEE POUR TOUS	262 685 €		30 246 €			232 439 €	
CNR DIVERS (formations, gratification stagiaire...)	17 380 €					17 380 €	
CNR PROJET ARS	42 433 €					42 433 €	
PRODUITS FINANCIERS	79 599 €	242 577 €	240 905 €			81 271 €	
COVID	18 455 €					18 455 €	
EQUIPEMENTS APPARTEMENTS	91 031 €					91 031 €	
EVALUATION EXTERNE	91 445 €	17 370 €				108 815 €	
RSO	89 600 €	116 620 €	51 249 €			154 971 €	
FORMATION	155 649 €	118 228 €				273 877 €	
GESTION CSE	15 525 €	77 027 €	72 375 €			20 177 €	
RELIQUATS	761 712 €	162 965 €				924 677 €	
FERMETURE SERVICE		44 992 €				44 992 €	
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	3 303 562 €	151 997 €				3 455 559 €	
<b>TOTAL</b>	<b>7 775 921 €</b>	<b>1 602 997 €</b>	<b>421 376 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>8 957 542 €</b>	<b>- €</b>

### 5.2.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous.

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées couverture du BFR	130 857 €	30 000 €	1 680 €	159 177 €
Amortissements dérogatoires	69 433 €		7 145 €	62 288 €
Provisions réglementées relatives aux plus values	845 761 €	85 500 €	790 €	930 471 €
<b>Sous-total Provisions réglementées</b>	<b>1 046 051 €</b>	<b>115 500 €</b>	<b>9 615 €</b>	<b>1 151 936 €</b>
Autres provisions pour risques	501 909 €	143 386 €	24 929 €	620 366 €
<b>Sous-total Provisions pour risques</b>	<b>501 909 €</b>	<b>143 386 €</b>	<b>24 929 €</b>	<b>620 366 €</b>
Provisions pour IDR & oblig. similaire.	972 247 €	160 495 €	98 903 €	1 033 839 €
Provisions pour grosses réparations	1 478 752 €	65 814 €	363 383 €	1 181 183 €
Provisions pour rém. de personnes handicapées	52 637 €	1 490 €		54 127 €
Autres provisions pour charges	37 954 €		3 000 €	34 954 €
<b>Sous-total Provisions pour charges</b>	<b>2 541 590 €</b>	<b>227 799 €</b>	<b>465 286 €</b>	<b>2 304 103 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 089 550 €</b>	<b>486 685 €</b>	<b>499 830 €</b>	<b>4 076 405 €</b>

#### Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Nous avons projeté nos besoins en indemnités de départ à la retraite jusqu'à fin 2029, et ceux-ci se montent à 987105 € en tenant compte des départs effectifs en 2024. A ce jour, la provision a été abondée à hauteur de 1 033 839 €.

### 5.3 Dettes

#### 5.3.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Etablissement	31/12/2023	Augmentations	Remboursements	31/12/2024
Siège	123 230	350 000	16 199	457 031
IME	49 549		9 910	39 639
SESSAD	202 073		19 481	182 592
CAMPS EST	417 993	500 000	67 204	850 789
CMPP	147 346	316 000	9 341	454 006
CROP	95 775		6 071	89 704
MECS	1 404 663		54 489	1 350 174
FOYER LES				
AVOUARDS	1 978 965		123 068	1 855 898
ATELIER BPAS	98 000		16 333	81 667
ATELIER BAAPC	42 000		7 000	35 000
SAMSAH	259 720		10 193	249 527
SAVS	616 811		24 214	592 597
CHRS	227 934		8 949	218 985
ACT	207 380		10 896	196 483
<b>TOTAUX</b>	<b>5 871 439</b>	<b>1 166 000</b>	<b>383 349</b>	<b>6 654 090</b>

#### 5.3.2 État des échéances des dettes et des créances

DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus 1 an et moins 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (161)				
Autres emprunts obligataires (163)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	6 655 401 €	409 054 €	1 752 070 €	4 494 277 €
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	47 799 €		47 799 €	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	736 567 €	736 567 €		
Personnel et comptes rattachés (421,)	1 010 153 €	1 010 153 €		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	1 339 417 €	1 339 417 €		
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf )	369 431 €	369 431 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	16 512 €	16 512 €		
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ... )	30 345 €	30 345 €		
Produits constatés d'avance (487)	259 495 €	259 495 €		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>10 465 120 €</b>	<b>4 170 974 €</b>	<b>1 799 869 €</b>	<b>4 494 277 €</b>

CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus 1 an et moins 5 ans	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations(25-26)	30 045 €	30 045 €		
Prêts (274)				
Autres immobilisations financières (271à 273, etc)	54 665 €		54 665 €	
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	1 820 589 €	1 820 589 €		
Autres créances clients (4096,4097, etc)	163 933 €	163 933 €		
Personnel et comptes rattachés (421,)	60 285 €	60 285 €		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	2 346 €	2 346 €		
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf )	114 111 €	114 111 €		
Autres				
Charges constatées d'avance (486)	45 602 €	45 602 €		
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>2 291 576 €</b>	<b>2 236 911 €</b>	<b>54 665 €</b>	<b>- €</b>

### 5.3.3 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	259 495 €
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	<b>259 495 €</b>

## 6

### Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

#### 6.1

***Résultats par activité ou établissement, passage du résultat comptable au résultat administratif***

Etablissements et Services par analytiques	Résultat Comptable 2024	Variation prov. CP	Amort Différés	Amendement CRETON 2022	Résultat à affecter 2024
SIEGE CONVENTIONNE	- 4 963.52 €	4 963.52			0.00
IME ORBIZE	164 248.55 €	-10 288.82	-72 480.57	-31 479.16	50 000.00
SESSAD DITC	58 636.12 €	-8 636.12			50 000.00
SESSAD TSA	35 744.83 €	4 255.17			40 000.00
CAMSP	- 15 599.66 €	18 470.41	-2 870.75		0.00
CMPP	45 771.64 €	3 838.34	-5 009.76		44 600.22
SESSAD DA	15 515.05 €	5 358.79	-873.84		20 000.00
FOYER BESSEIGE	22 792.98 €	-22 792.98			0.00
FAM AVOUARDS DGAS CD	2 342.12 €	-2 342.12			0.00
FV AVOUARDS DGAS CD	272.21 €	-272.21			0.00
FAM AVOUARDS DTARS	5 033.54 €	-5 033.54			0.00
ESAT ATELIER DES PEP BPAS	27 397.88 €	-27 254.31	-143.57		0.00
SAMSAH DT ARS	- 12 174.83 €	12 174.83			0.00
SAMSAH DGAS CD	2 102.40 €	-2 102.40			0.00
SAVS	16 481.66 €	-16 481.66			0.00
AJ	17 246.23 €	-17 246.23			0.00
CHRS ECLUSE	- 1 356.11 €	1 356.11			0.00
ACT	370.49 €	-370.49			0.00
<b>Total sous contrôle de tiers financeurs</b>	<b>379 861.58 €</b>	<b>-62 403.71</b>	<b>-81 378.49</b>	<b>-31 479.16</b>	<b>204 600.22</b>
SIEGE gestion propre	- €				0.00
SIAE ESAT	2 499.34 €				2 499.34
PAS ESAT	- 32 839.38 €				-32 839.38
ESAT BAAPC	17 090.67 €				17 090.67
GEM PSY	- €				0.00
GEM TSA	- €				0.00
RAS	20 908.99 €				20 908.99
IML PSY	10 144.50 €				10 144.50
G.E.R.E.	- 54 658.22 €				-54 658.22
MEDIATION FAMILIALE					0.00
ACCUEIL JOUR ECLUSE	- 5 926.92 €				-5 926.92
ESPACE RENCONTRE	- 8 584.50 €				-8 584.50
VISITES EN PRESENCE 1/3	- 5 334.14 €				-5 334.14
EMPLOI ACCOMPAGNE ESAT	4 063.11 €				4 063.11
HABITAT INCLUSIF	- 4 461.17 €				-4 461.17
IML ECLUSE	- 22 006.22 €				-22 006.22
ALT	5 175.51 €				5 175.51
LEAO	8 920.66 €				8 920.66
ISCG	- 18 049.33 €				-18 049.33
HU CHRS	2 818.97 €	-2 818.97			0.00
PDIP	44 913.57 €				44 913.57
DASM	3 657.31 €				3 657.31
FORMATPEP					0.00
<b>TOTAL GESTION PROPRE</b>	<b>-31 667.25</b>	<b>-2 818.97</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>-34 486.22</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>348 194.33 €</b>	<b>-65 222.68 €</b>	<b>-81 378.49 €</b>	<b>-31 479.16 €</b>	<b>170 114.00 €</b>

## **6.2      *Produits du compte de résultat***

### **6.2.1      *Cotisations sans contrepartie***

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

### **6.2.2      *Produits de tiers financeurs***

#### **6.2.2.1      *Concours publics et subventions d'exploitation***

##### **6.2.2.1.1      *Concours publics***

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

— Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;

— Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

##### **6.2.2.1.2      *Subventions***

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Montant des subventions d'exploitation par origine	Montant
ETAT	1 494 644 €
Région	473 410 €
Département	397 703 €
Communes	8 855 €
Communautés de communes	54 125 €
Autres	10 685 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 439 422 €</b>

#### 6.2.2.2 Tableau des concours publics et Ressources liées à la générosité du public

Nature des produits	Montant
Concours publics	24 870 675 €
Subvention d'exploitation	2 439 421 €
Ressources liées à la générosité du public = dons	15 209 €

##### 6.2.2.2.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 7 594 €.

##### 6.2.2.2.2 Valorisation du bénévolat

L'effectif des bénévoles s'engageant régulièrement au niveau de la gouvernance de l'association représente un total de 2 624 heures.

La contribution des bénévoles réguliers est valorisée pour un montant de 86 592 € charges sociales incluses.

### 6.3 Charges du compte de résultat

#### 6.3.1 Aides financières

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées.

Une aide financière est :

- Soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- Soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Si l'entité (« collecteur reverseur »), qui assure la collecte en son nom, a le choix de l'entité bénéficiaire, ce versement est une aide financière. Si un accord ou une convention désigne expressément le bénéficiaire du reversement de tout ou partie de la collecte, ce versement est une quote-part de générosité du public reversée.

Si notre entité est « bénéficiaire » du reversement par un organisme agissant en son nom, les reversements reçus sont comptabilisés en produits « contributions financières » ou en quote-part de générosité du public reçues ».

Si notre entité agit comme organisme collecteur au nom d'un bénéficiaire, cette collecte et son reversement sont comptabilisés en compte de tiers.

Si notre entité bénéficie de versements d'un organisme mandaté par notre entité agissant au nom de notre entité, les montants reçus sont en produits en nature « Dons ».

Les aides financières telles que ci-dessus définies sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges d'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité. Elles s'élèvent à 52 323.79 € pour 2024.

#### 6.3.2 Honoraires des commissaires aux comptes

—	CAC 1
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	40 993 €
— Au titre d'autres prestations	- €
— <b>Honoraires totaux</b>	<b>40 993 €</b>

7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 304 643 € en 2024.

L'effectif salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie, au 31 décembre.

Catégories	Personnes présentes au 31/12/2024
Nombre d'employés	188
Nombre de techniciens	168
Nombre de cadres	96
Total salariés :	452
Ouvriers ESAT	125
<b>TOTAL</b>	<b>577</b>

Catégories	ETP présents au 31/12/2024
ETP Employés	175
ETP Techniciens	152
ETP Cadres	74
Total ETP salariés	401
Ouvriers ESAT	92
<b>TOTAL</b>	<b>493</b>

Les 452 salariés en CDI représentent 401 équivalents temps plein (ETP).

Les places autorisées pour l'accueil des ouvriers d'ESAT sont au nombre de 93 au 31 décembre 2024, pour un accueil physique de 125 personnes.

#### 8.1 *Les engagements de retraites et avantages assimilés :*

Notre entité provisionne partiellement ses engagements suivants, dont les principales caractéristiques en particulier celles de leur estimation à la date de clôture ont été précisées dans la partie « provisions ».

#### 8.2 *Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) :*

Percevant des dons pour un montant inférieur à 153K€, notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public.